

ENQUÊTE



NE PAS CHÔMER

Par Louis Van Ginneken
Photos : Tom Lyon

Sanctionner les chômeurs, voilà qui résoudra tous les problèmes de notre pays. Ou alors ? Faire confiance en leur capacité à se créer un travail qui répond aux besoins sociaux et environnementaux de leur quartier. C'est ce qu'expérimentent depuis 2022 les «Territoires zéro chômeur de longue durée» en Wallonie.

Le MR et Les Engagés l'ont martelé tout au long de leurs campagnes électorales, en 2024 : il faut activer les 224 000 chômeurs wallons en limitant leurs allocations à deux ans. Maintenant que les deux partis forment le gouvernement wallon, cette mesure est inscrite dans la Déclaration de politique régionale, assortie d'autres coupes budgétaires dans le secteur de l'insertion socioprofessionnelle. En face, la société civile mobilisée sur les questions d'emploi et de précarité rétorque qu'exclure est inefficace et ne mène qu'à davantage de vulnérabilité.

Deux jours après les élections fédérales et régionales, Médor s'est rendu dans ces communes où les personnes en recherche d'emploi sont les plus nombreuses. À Marchienne-au-Pont et à Liège, des « Territoires zéro chômeur longue durée » ont été lancés sous la législature précédente. Ils prennent la forme d'une entreprise d'emploi local qui vise à créer de l'activité utile à la région, mais sans entrer en concurrence avec les sociétés ou les magasins déjà établis sur place. Ces projets expérimentaux tentent de réinventer l'insertion socioprofessionnelle,

avec les personnes auxquelles elles s'adressent. À Marchienne et à Liège, elles s'appellent Ayse, Cédric, Mickaël, Marianne, Bart, Noura, Abdou ou encore Mathieu.

« IL FAUT TOUT APPRENDRE »

Projet « Coup de pouce marchiennois ». Objectif : 50 emplois.

11 JUIN - PRESQUE PRÊT

Ils ne sont que trois, serrés dans ce bureau temporaire d'un bâtiment industriel de Marchienne-au-Pont. Il y a Martine, secrétaire depuis quelques jours, Vincent, débouché d'un projet « Territoire zéro chômeur » français pour diriger l'équipe, et Océane. Océane Carrière. L'aptonyme fait sourire, forcément. C'est elle qui se charge de « recruter » les personnes éloignées de l'emploi, « les plus désaffiliées socialement », pour le

PERSONNE N'EST INEMPLOYABLE

PHILOSOPHIE FRANÇAISE...

Né en France en 2016, le projet « Territoire zéro chômeur de longue durée », résolument expérimental, part du principe que personne n'est inemployable et que chacun a droit à l'emploi. Des « personnes privées durablement d'emploi » sont engagées en CDI et à temps choisi dans des entreprises à but d'emploi qui ne peuvent entrer en concurrence directe avec les autres activités du coin. Un comité local pour l'emploi, composé du maire, de divers acteurs socio-économiques locaux et d'habitants, assiste l'entreprise dans sa mission.

... ADAPTÉE EN WALLONIE

La Région a annoncé, en avril 2022, soutenir 17 projets pilotes. A contrario de la France, les porteurs de projet sont en grande partie des structures publiques (comme des CPAS) ou parapubliques (comme des régies de quartier). D'ici à 2026, ceux-ci devront développer des activités innovantes, créant 735 emplois directs dans 17 zones de 15 000 habitants au maximum. Les participants doivent avoir cumulé 24 mois d'inactivité et être domiciliés depuis six mois sur le territoire. Le budget total est de 104 millions €, financé à 50-50 par la Région wallonne et le Fonds social européen (FSE+). Des agences-conseil en économie sociale les accompagnent pour mettre au point des *business models* afin de pérenniser les activités au-delà du financement.

Bartolomeu, autoportrait sur le chantier des nouveaux bureaux du « Coup de pouce marchiennois » à la commune.



projet Territoire zéro chômeur qu'ils construisent à Marchienne.

« Ici, il y a 503 demandeurs d'emploi identifiés par le Forem. Mais moi, dit-elle, je miserais plutôt sur 750. Rien que parce qu'il y a beaucoup de marchands de sommeil ici, et donc des locataires qui ne peuvent pas se domicilier. » Océane les rencontre en se « posant au parc », en organisant des événements « bouffe » à la maison communale. Loin des institutions, pour discuter à l'aise des « mille freins qui font qu'on ne travaille pas ».

Aucun chômeur de longue durée n'a encore été embauché en dix mois de travail.

« Il a fallu commencer par un diagnostic du territoire. Pour mettre les gens à l'emploi, il faut que ça corresponde aux besoins de ce territoire. » De ses rencontres avec les habitants et les associations de la commune émergent déjà quelques missions que pourrait endosser leur entreprise : « Quelque chose par rapport aux poubelles, une bibliothèque, de l'aide numérique, une conciergerie, un café social... »

Océane ne partage aucune de ces pistes pendant les entretiens avec les candidats. « Sinon, ce qu'ils vont me dire, ça va être calqué là-dessus. C'est normal, les chômeurs de longue durée, ce qu'ils veulent principale-

ment, plus qu'un emploi, c'est se sentir utile et plus des déchets de la société, parce que c'est ce qu'on leur renvoie. Je leur demande : "Qu'est-ce que tu fais chez toi ? Qu'est-ce que tu aimes faire ?"

9 JUILLET – UNE PREMIÈRE RENCONTRE

Sept hommes et sept femmes sont réunis dans la salle polyvalente de la maison communale de Marchienne. Le papier peint rose pâle, déchiré par endroits, laisse apparaître des briques de béton gris. Les tables ont été disposées en un large carré. « Servez-vous de croissants », lance Océane. Ils se rencontrent en tant que groupe de participants pour la première fois, à l'occasion d'une animation sur le temps de travail choisi. Mais avant, Océane les invite à se présenter.

« Avec le temps, il y aura des fonctions qui vont se spécialiser, mais au départ c'est très inconfortable... »

— Vincent, directeur du projet Territoire zéro chômeur de Marchienne-au-Pont

Mickaël¹ a suivi une formation « cuistot » qui s'est mal terminée, son formateur l'a « foutu dans la merde » et maintenant il « tourne en rond » chez lui. Cédric a une petite activité de graphiste et est membre du folklore local, les nouveaux Gilles et les Pierrots, avec Marianne, qui est présente avec son petit-fils. Ayse confesse d'emblée avoir « une vie un peu ennuyante ». Voisine attentive à la cité Matadi, elle se dit « naturellement concierge ». « Je suis là parce que l'entraide m'intéresse. » Lorsque Bart dit qu'il habite aussi la cité, Ayse lance : « Ah ouais ? Je t'ai jamais vu. Viens à la supéret-

te, je t'offre un café. » Un semainier est distribué à chacun. « Écrivez votre temps de travail idéal. Quand on s'est vus, je vous ai demandé ce que vous vouliez faire ; ben là, c'est de quelle heure à quelle heure. » Ayse tourne son bic entre ses doigts et souffle : « J'ai peur qu'elle me bloque si je dis que je suis pas dispo le lundi. » L'assemblée est dubitative, trop habituée à être recalée si elle est hors critères. Océane rassure. « On peut commencer petit et augmenter votre temps de travail par après. » Évoquer sa disponibilité permet de discuter des situations de chacun et des problèmes de Marchienne : le manque de place en crèches, les difficultés à se déplacer, la qualité de l'emploi, les dettes, les problèmes de santé. Les freins à l'emploi.

Les semainiers circulent en sens inverse vers Océane. L'animation est terminée. « Prenez les croissants, hein ! Ayse, tes enfants ils aiment ça, non ? »

26 AOÛT – ENFIN UN BUREAU (INSALUBRE)

Adossée au Matadi Market, Ayse fume une Vogue. Elle pointe un de ces blocs de trois étages qu'aligne la cité. « Il y a des jeunes désespérés qui dealent. Vous avez de la colère et de la peine envers eux, on sent que ça vient d'une certaine misère. J'essaye d'être gentille, de connaître les noms. » Dialoguer souvent, menacer parfois, pour faire bouger les choses là où elle vit depuis quatre ans avec son mari et ses quatre enfants, faute de mieux. Ayse hèle une passante : « Ça va, voisine ? » « Ça va être quoi là ? », lui demande-t-elle. « Une conciergerie, tu vas voir, tu viendras pour de l'aide administrative, un coup de peinture. N'hésite pas à demander. »

À un jet de mégot de là, l'entreprise vient de s'installer à l'entrée de la cité Matadi. Le CDI d'Ayse a débuté lundi passé, comme ceux de Cédric, Saïda, Olivier et Bart. Dans le hall d'entrée, ces deux der-

Ayse à son bureau, dans les locaux de « Coup de pouce marchiennois ».



niers rafraîchissent la peinture. « On est à l'étroit et ce n'est pas salubre », s'excuse Vincent, le directeur. L'état du bâtiment et son aménagement encombrant ses journées, qu'il doit gérer en parallèle des exigences administratives du Fonds social européen, qui cofinance le projet, et le développement d'une entreprise qui tâtonne encore dans sa mission. « Avec le temps, il y aura des fonctions qui vont se spécialiser, mais au départ c'est très inconfortable... » S'il est écrit « Conciergerie » sur la devanture aujourd'hui, c'est pour se laisser la possibilité d'évoluer, selon les demandes du quartier.

Qui recruter pour cela ? Les plus compétents ou ceux qui en ont le plus besoin ? Mickaël ne fait pas partie des premières embauches. « Il n'a jamais bossé, il ne sait pas se contrôler s'il ne fume pas, reconnaît Océane. Il est difficilement employable, mais c'est pour les profils comme lui qu'existe le dispositif. »

31 AOÛT – POSÉS AU PARC

Les poubelles suintent sous le soleil, répandent leur odeur chaude dans les rues désinvesties de Marchienne. Seules quelques affiches « Parc en fête » indiquent qu'il y a un

¹ Le prénom a été modifié.



peu d'activité plus loin, au parc communal. Une centaine de personnes sont rassemblées ce samedi après-midi sous les tonnelles, devant le concert de Your'y (The Voice saison 8) et le spectacle de pom-pom girls. Il y a des groupes folklo, des stands associatifs, un château gonflable, des retraités qui papotent de l'ère de la sidérurgie, des ados qui se roulent des pelles.

Bart vient de remballer le stand de « Coup de pouce marchiennois », leur entreprise nouvellement baptisée. « On commence à se faire connaître, trois personnes sont intéressées et on a fait un devis pour

une dame, on va s'occuper de son jardin lundi. » Mais là, il est 16 h et il repart avec sa femme et ses trois enfants.

Marianne ne s'arrête pas. Jamais. Floquée « responsable comité des fêtes », elle explique avoir repris bénévolement l'organisation de l'événement, il y a trois ans – « avant, c'était que bouffe et picole ». Celle qui s'active dans la commune depuis toujours et tutoie les politiciens est fière que cette édition soit aussi « pour les enfants qui n'ont pas eu de vacances ». « Se lancer à Marchienne sans Marianne et Ayse, c'est se planter », disait Océane. Lundi prochain

sera son premier jour de travail. « À 8 h ! J'espère que je vais pas m'emmerder si je dois rester derrière un bureau. »

24 SEPTEMBRE – QUELQUES DEVIS

Ambiance pro dans les locaux. Les ordinateurs pianotent, Marianne porte un blazer. Avec Cédric, elle s'affaire à la com. Un post Facebook présente leur tarif social de « 10 € TTC/heure/homme » et elle va partir distribuer des affiches. Le bouche-à-oreille fait le reste. Ces trois prochains jours, Olivier, Bart, Cassandra et Véronique vont se charger d'un espace vert du quartier. Ce qui enthousiasme tout le monde.

Neuf devis émis et six contrats conclus ces dernières semaines – principalement pour des espaces extérieurs, des déménagements et des petits travaux. Ayse et Saïda se chargent de faire le suivi compta. « C'est vraiment la naissance de l'entreprise. Y a pas de passation de pouvoir, il faut tout apprendre. Mais j'ai vu que même pour les teubés comme moi, y a moyen de se débrouiller et d'apprendre sur le tas », rit Ayse. Au contact des voisins, l'équipe a conclu qu'une imprimerie pourrait être leur prochain développement. Dans le coin, il n'existe plus beaucoup d'endroits où faire des photocopies, imprimer des documents admins et obtenir un peu d'aide numérique.

Une autre absence se fait remarquer, celle d'Océane. Congé maladie. Vincent laisse entendre que les conflits récurrents avec certains membres de leur Comité local pour l'Emploi (composé de syndicats, de l'échevin de l'emploi, d'acteurs locaux de l'ISP...) pourraient en être la raison. « Il y a des fondamentaux qu'ils ne veulent toujours pas comprendre », comme lorsqu'ils leur demandent de produire des fiches de poste, embaucher sur compétence. « Une trahison de l'esprit TZ ! »

Les doutes qui concernent la viabilité et l'opérationnalisation de l'entreprise ne restent pas confinés au fond du couloir, dans

le bureau de la direction. Un peu à part, Marianne grogne. « Nous dans deux ans, on est encore là, à Marchienne. On est là pour créer notre propre boîte et qu'elle tienne, on peut pas abandonner. » Dehors, il pleut. L'excitation de ce matin est retombée. Le mauvais temps annule le chantier espace vert. « Bon, on va ranger l'atelier », rit Véronique, pas découragée.

« ILS VIENNENT ICI POUR ROMPRE L'ISOLEMENT »

La conciergerie sociale de Liège.
Objectif : 46 emplois.

12 JUILLET – COUCOU MES BELLES

« Coucou mes belles ! », lance Élodie Gerckens à Noura, Angèle² et Khadija². La directrice passe saluer les treize concierges sociaux, assis ce vendredi matin dans une salle éclairée aux néons, de la régie de quartier de la tour de Droixhe. Dans le brouhaha, Pascale prend les présences – « le FSE est très pointilleux ». Le Fonds social européen (qui cofinance l'enveloppe de 4,5 millions dont dispose la régie, sur quatre ans, pour mettre en place son projet Territoire zéro chômeur de conciergerie sociale) a des exigences strictes quant aux dépenses, engagements ou horaires.

L'animation « déontologie » commence. « En tant que concierges sociaux, vous êtes amenés à entrer chez les gens et vous devez avoir une certaine attitude au travail », annonce la « job coach ». Mathieu embraye : « Parfois on arrive chez des gens, c'est immonde, immonde ! Et on doit travailler là-dedans. » « Eh bien, tu vois, répond Pascale. La déontologie, c'est ce qui dicte comment on va agir. » Toutes les deux semaines, les

2. Prénoms d'emprunt.



travailleurs révisent certaines bases de « savoir-être professionnel ». Cela fait partie du parcours d'accompagnement de la conciergerie. Des référents techniques les forment aussi dans l'exercice de leur nouveau métier. Concierge social, c'est « de la logistique, des déménagements... un petit peu de tout », résume Mathieu.

Tout au long du coaching, le quinquagénaire coupe la parole, blague et fait rire l'assemblée. Une fois que tout le monde a remballé ses affaires, il se livre vite sur ce que lui ont apporté les neuf mois passés ici. « J'ai déjà eu des prises de tête avec un collègue. Avant, j'me serais battu direct. À

l'usine, fallait se faire respecter. Puis j'ai pas eu la vie rose, j'suis un ex-taulard.

Mais ici, avec les coaches, on a réussi à en parler. » Elodie entre et l'interrompt :

— T'es en train de dire que je t'exploite ?

— J'étais en train de dire que t'as pas changé.

— Toi bien ! Avant tu te bagarrais, maintenant tu fais des bisous.

— J'aime bien, ici, les gens travaillent pas pour le profit.

— C'est ce que tu crois, ça !

« Notre mission de base, c'est l'insertion socioprofessionnelle et la redynamisation des quartiers par le logement et l'accompa-

gnement individuel, explique Elodie. On a des filières de formation en nettoyage, ouvrier polyvalent, logistique... » Ils sont nombreux, parmi les concierges, à être passés par ces formations. C'est le cas de Mathieu.

«Le prérequis, c'est d'avoir envie de rendre service à la collectivité.»

— Elodie Gerckens, directrice de la régie de quartier

La méthode de la Régie est, d'une certaine manière, l'inverse de celle de « Coup de pouce marchiennois », qui a créé une entreprise de toutes pièces. Ici, Elodie et l'équipe intègrent la philosophie et les principes d'action « TZ » dans une structure existante, plus robuste. « L'expérimentation, c'est eux qui l'amènent en interne. Le prérequis, c'est d'avoir envie de rendre service à la collectivité. » Ensuite on voit.

Elodie donne l'exemple qui se trouve en face d'elle. Mathieu est ouvrier polyvalent, mais son « projet professionnel » peut être amené à évoluer, selon les demandes qui arrivent à la conciergerie et ses propres envies. « J'ai proposé à Elodie d'aider les jeunes en service d'aide à la jeunesse et service de la protection de la jeunesse, leur redonner un peu le goût au travail parce qu'ils n'y peuvent rien d'avoir reçu une mauvaise éducation. »

S. Prénom d'emprunt.

Abdou se tourne vers une dame. « Vous êtes déjà venue ici ? C'est pour quoi ? » Des travaux à faire dans son appartement, promis par la société de logement social. « Appelez le numéro sur le document, dès qu'ils décrochent, je les prends, ça va ? » Elle attend, gênée. « Je n'ai pas de sous sur mon téléphone. » Abdou compose le numéro avec son propre GSM et, pendant que ça sonne, se tourne vers leur voisin qui commençait à s'impatienter. « Et pour vous, monsieur ? »

Les personnes qui sont là aujourd'hui viennent pour leur CV, des démarches Inami... « D'autres viennent prendre un café, rompre l'isolement », observe Abdou, d'une voix douce, à la limite du murmure. En matinée, il travaille au cybercafé social, qui se tient chaque jour dans un lieu différent à Liège. Être concierge lui a permis de reprendre des études d'assistant social. C'est déjà un peu son job, ici. Les coordonnées de ceux qui passent par le cyber sont inscrites dans une fiche, pour qu'il puisse faire du suivi, rester à l'écoute du « territoire ».

Abdou est interrompu dans ses explications par une autre demande. Un homme entre deux âges se présente et sa voix se casse immédiatement. Il ne sait plus pourquoi il est là. Puis, une lueur : « C'est parce que je suis demandeur d'emploi, on m'a dit de venir ici. »

23 AOÛT – DU HAUT DE LA TOUR

Sacrée vue qu'offre le 25^e des 28 étages de la tour de Droixhe. Les terrils boisés, la Meuse qui file jusqu'à Herstal. Noura se trouve chanceuse. De l'autre côté, on ne voit que la gare de Bressoux. Cela fait six ans qu'elle vit ici avec sa famille. Un appartement compact. Et impeccable, évidemment. Vingt-quatre étages plus bas, à la conciergerie, Noura est aide-formatrice en nettoyage. « J'allais au cybercafé parce que je n'avais pas de travail. Pour le CV, j'allais là-bas. » C'est comme ça qu'elle découvre la régie et commence un stage de trois mois,

15 JUILLET – AU CYBERCAFÉ

Dix ordinateurs portables sont disposés dans la salle polyvalente de la régie, qui sert aujourd'hui de cybercafé, de 9 h à midi. Sur la liste, ils sont six inscrits à 10 h. Onze à 10 h 49. Quinze à 10 h 58. Abdou³ et trois employés de la régie commencent à annoncer qu'ils ne pourront pas prendre tout le monde en charge.

en 2021. Ils l'ont rappelée quand s'est créée la conciergerie. « Je lave les ascenseurs, je nettoie par terre, je fais tout. Et en formant les stagiaires. Moi, je suis contente. » Noura est la première concierge sociale embauchée.

Son contrat a commencé le 1^{er} mai 2023, par un jour de congé. « Et en plus, le salaire d'employée, c'est beaucoup mieux que les aides-ménagères qui font le titre-service. Donc, c'est aussi jackpot. » Noura a signé un CDI, CP 329,02 échelon 1, pour un net qui avoisine les 2 000 €/mois. Mais il est rare que les concierges signent directement un CDI. Mathieu, Anthony ou Hakim sont engagés sous Article 60, avant de basculer sur le payroll de la conciergerie. « La régie doit maximiser l'enveloppe fermée, en utilisant les Articles 60, des aides à l'emploi du Forem... », précise Élodie.

2 OCTOBRE – JOURNÉES PORTES OUVERTES

Chips et banderole « Régie des quartiers » sont de sortie à l'atelier rue Saint-Léonard. Noura et « les filles » distribuent des crêpes, tout sourire. Mathieu, lunettes de protection sur le nez et gros pistolet en main, fait une démonstration d'aérogommage sur un vieux meuble. Abdou se balade entre les stands et demande à chacun si tout va bien. Tout le monde est là, bien dans son rôle, mobilisé pour présenter les services de la conciergerie : cyclo-logistique, repair café, déménagements... Quelques voisins – peu – viennent faire un tour, se renseignent sur les tarifs sociaux.

C'est avant tout le petit monde de l'insertion sociopro liégeoise qui est présent aujourd'hui : l'Instance Bassin⁴, les Territoires zéro chômeur (TZ) de Seraing et de La Louvière, le président du CPAS... Depuis le début des activités, Élodie reconnaît qu'ils ont eu « des facilités grâce à la bonne entente avec tous les acteurs associatifs, les pouvoirs locaux et les habitants du quar-

tier. Le CPAS ne peut pas faire de travail de proximité, d'où l'importance de collaboration avec des projets comme le nôtre. C'est cette combinaison qui fait qu'un Territoire zéro chômeur fonctionne ».

Pour combien de temps encore ? Le 17 septembre, le nouveau ministre de l'Emploi Pierre-Yves Jeholet (MR) a fait comprendre en commission Emploi au Parlement wallon que le dispositif coûtait trop cher, pour des résultats encore trop peu convaincants (voir encadré). Les « Territoires » sont inquiets. En réaction, le 30 septembre, une lettre demandant un entretien avec le ministre a circulé parmi les porteurs de projet. À signer pour le lendemain, 10 h. Il va falloir passer en « front commun ». La Conciergerie de Liège préfère « favoriser le dialogue ». Ce qui revient à parler dans le vide. Toujours sans réponse du ministre le 21 octobre, une mobilisation devant le parlement wallon est envisagée.

Un an et demi, c'est trop peu pour faire ses preuves. Alors que « c'est horrible à dire comme ça, mais les TZ sont un bel outil pour la droite parce que c'est rentable à long terme », argue Élodie, mais il faut se donner les moyens de faire de l'accompagnement personnalisé ».

Louis Van Ginneken (17-06-20)

Photos : Tom Lyon (17-06-20)

Avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles

La tour de Drusset, à Liège.

ET APRÈS ?

La continuité des financements TZCLD était déjà incertaine, puisqu'il n'y a « pas de décret, pas de production juridique » qui les encadre, explique Julien Charles (IUC Louvain) et coordinateur d'une étude sur le sujet pour le Centre socialiste d'éducation permanente. Elle l'est encore davantage depuis l'intervention du ministre Jeholet en commission parlementaire (17/9/24) : « Le coût de la mise à l'emploi est de 140 000 euros par personne insérée. Vous avouerez que c'est un chiffre qui dépasse mon entendement. En termes de cohérence et de lisibilité, ce n'était peut-être pas les projets, pour moi, les plus pertinents, mais j'attendrai les évaluations de l'IWEPS. » C'est, en substance, ce qu'a aussi répondu le cabinet du ministre aux sollicitations répétées de Médor.

Sur quelles données va se baser le gouvernement pour évaluer les Territoires zéro chômeur ? L'évaluation du Plan

de relance par l'IWEPS uniquement ? Compte tenu de la diversité des projets et des méthodes, « ça risque de produire de fameux biais », redoute Julien Charles. Malgré les demandes des acteurs TZCLD, aucune évaluation n'a été entreprise par la ministre alors en charge, Christelle Morreale (PS). Déterminer d'entrée de jeu des critères, comme ils l'ont fait en France, aurait « conforté l'idée d'une expérimentation, qu'on va évaluer le plus sérieusement possible », considère Paul Timmermans (Instance-Bassin Hainaut-Sud). En France, le rapport final du comité scientifique TZCLD avait notamment conclu que 70 % des salariés recrutés n'auraient pas accédé à un emploi en CDI autrement. Et histoire de rassurer le ministre, une étude de la KUL de 2021 soulignait que les projets sont rentables : après cinq ans, chaque euro investi crée environ trois euros de bénéfice pour l'ensemble des parties.

4. Les instances Bassins assurent la synergie entre les différents acteurs locaux de l'enseignement qualifiant, de la formation professionnelle de l'emploi et de l'insertion.